

APRÈS LE SUCCÈS DE LA FÊTE DE L'HUMANITÉ, MOBILISATION SOCIALE LE 29 SEPTEMBRE !



ÉDITO P. 2

AGENDA CITOYEN

**Journée internationale
de la Paix**



**MARCHONS
POUR LA
PAIX**

**STOP TOUTES LES GUERRES
LES VIOLENCES
LA MISÈRE
LES INJUSTICES**

**MERCREDI 21 SEPTEMBRE
à 17H00**

**Fontaine de la rue Saint-Pierre
BEAUVAIS**

AGENDA CITOYEN

**Journée nationale
de mobilisation des
professionnels de la santé**



**RASSEMBLEMENT
pour le retour
d'une maternité à Creil**

**JEUDI 22 SEPTEMBRE à 18H00
devant l'hôpital
Boulevard LAENNEC à CREIL**

*À l'appel du Comité de défense et de
promotion de la Santé et des hôpitaux
publics de Creil et de Senlis*

AGENDA SOCIAL

**Journée nationale
d'action intersyndicale**

MANIFESTATIONS

**pour les salaires,
les retraites
et l'emploi**



JEUDI 29 SEPTEMBRE

COMPIÈGNE

10H00, cours GUYNEMER

BEAUVAIS

14H00, place Jeanne-HACHETTE

SOMMAIRE du n° 1379

- P. 2 - Édito
- P. 3 - En grève et dans la rue jeudi 29 septembre
- P. 4 - L'Oise à la Fête de l'Humanité
- P. 6 - Coût de l'énergie ; Coût de la vie ; Manœuvres à droite pour les sénatoriales 2023 ; Vote des députés de l'Oise ; Beauvais : un intérimaire ?!
- P. 7 - Palestine : témoignage de Catherine DAILLY au retour d'une délégation de l'AJPF
- P. 8 - Agenda ; Décès

ENCART

- Résolution du Conseil national du Parti communiste français du 18 septembre 2022
- 4 pages « Agir ensemble pour la France des Jours heureux »
- Flyer « 21 septembre : mobilisons-nous pour la Paix et le désarmement »
- Pétition « Non à l'explosion des tarifs du gaz et de l'électricité »
- Tract du Comité de défense et de promotion de la Santé et des Hôpitaux publics de Creil et de Senlis

Oise Avenir

Magazine de la Fédération de l'Oise du PCF

8 rue de Beauvoisis - 60100 Creil

Courriel : pcf.oise@orange.fr

Tél : 03 44 55 27 96

<http://oise.pcf.fr>

Directeur de la publication : Thierry AURY

Rédacteur-riche-s : Thierry AURY, Catherine DAILLY

Conception graphique et maquette : PCF Oise

Photographies : Akli AOUAA, Marielle ARTEAUD, Thierry AURY, Alain BLANCHARD, Yvette CESBRON, Jean-Michel CUVILLIER, Frédérique LANDAS, ...

Presse et communication : Thierry AURY - thierry.aury@wanadoo.fr

Impression PCF Oise - Tirage : 1 100 ex.

N° CPPAP : 0423 P 11491

**N'oubliez pas !
Nous avons besoin de votre...**

ABONNEMENT Oise Avenir

J'indique mes coordonnées :

Nom :

Prénom :

Adresse :

Code postal :

Ville :

Je choisis ma formule d'abonnement 1 an :

- RÉDUIT (étudiant, sans emploi) : 5 €

- NORMAL : 15 €

- SOUTIEN : 25 €

Je renvoie le chèque à l'ordre de « PCF Oise »

à l'adresse postale :

Oise Avenir - 8 rue de Beauvoisis - 60100 Creil

ÉDITO

C'ÉTAIT UN DÉFI, il a été relevé avec succès : la Fête de l'Humanité, dans un nouveau site, malgré les difficultés, a réuni 400 000 participant-e-s, dans une belle ambiance festive, fraternelle et d'échanges. Elle fut, plus que jamais, le rassemblement de toute la gauche politique et sociale, avec la participation des dirigeant-e-s des forces de la Nupes mais aussi de nombreux-euses syndicats et associations, et de multiples débats



contradictoires y compris avec des ministres. Cet événement majeur, à l'initiative de l'Humanité, grâce à l'engagement de milliers de militant-e-s communistes et avec la venue de femmes et d'hommes de tous horizons, doit encourager à travailler, de manière très ouverte, aux rassemblements les plus larges. D'autant

Tou-te-s ensemble !

que la période est marquée par des dangers et des défis énormes : extrême droite aux portes du pouvoir, crise écologique majeure qui impose de repenser complètement tous nos modes de production, de consommation, de déplacement, menace d'un conflit nucléaire avec la guerre en Ukraine, attaques lourdes contre toutes les conquêtes sociales du monde du travail...

Dans notre pays, E. MACRON, malgré l'absence de soutien populaire, veut poursuivre dans la même logique, en s'appuyant sur LR et sur la complaisance du RN acquis aux choix libéraux : le gouvernement rêve d'imposer le recul de l'âge de retraite par 49.3 et s'attaque à l'indemnisation du chômage. S'attaquer aux chômeur-euse-s plutôt qu'au chômage, dans la lignée de toutes les droites depuis des décennies...

Pendant ce temps, les grandes sociétés accumulent des superprofits comme TotalEnergies qui a engrangé un énorme bénéfice de 10,4 milliards, au premier semestre 2022, en hausse de 92 % sur 2021... tandis que les familles, les collectivités et les entreprises voient exploser leur facture de carburant, de gaz, d'électricité. Jean-Pierre BOSINO a eu raison de marquer sa colère face à la multiplication par quatre de la facture d'électricité de Montataire, et de lancer un appel pour sortir le gaz et l'électricité du marché, de revenir à un tarif réglementé et à une maîtrise publique de l'énergie : faisons signer largement la pétition jointe dans ce numéro !

Plus largement, amplifions les mobilisations sociales pour la hausse des salaires, des retraites et des minima sociaux et pour mettre en échec les projets macronistes : en participant aux actions du 22 septembre pour la Santé publique, du 29 à l'appel de la CGT, de la FSU et Solidaires qui seront de premières étapes, et en travaillant à élargir d'autres rendez-vous annoncés comme la Marche contre la vie chère et pour la justice climatique du 16 octobre ou d'autres initiatives à tous les niveaux !

L'impasse dans laquelle le capitalisme envoie l'humanité et la planète, impose de faire triompher d'autres choix, radicalement différents, des choix de partage des richesses, des connaissances et des pouvoirs, ce que nous appelons communisme.

Le Congrès du PCF dont la préparation est lancée doit nourrir le débat et la réflexion des communistes mais aussi de tou-te-s les progressistes afin d'être le plus utile possible à celles et ceux qui ne se résignent pas au pire mais veulent inventer dès maintenant un autre avenir. ■

Thierry AURY

EN GRÈVE ET DANS LA RUE JEUDI 29 SEPTEMBRE !

AL'APPEL DE PLUSIEURS ORGANISATIONS syndicales et de jeunesse, les salarié-e-s mais aussi les lycéen-ne-s, les étudiant-e-s, les retraité-e-s sont appelé-e-s à se mettre en grève et à manifester le 29 septembre, pour un premier temps fort de mobilisation sociale face aux projets très graves du gouvernement sur les retraites et l'assurance chômage mais aussi pour la hausse des salaires, des pensions et des minima sociaux.

Ces derniers mois ont été marqués par une série de luttes dans de nombreux secteurs sur les salaires — on se souvient du débrayage massif et spontané des travailleurs du site Agco-MASSEY-FERGUSON de Beauvais en juillet. Ces derniers jours, ce sont les salarié-e-s de FM Logistic, sur Ressons-sur-Matz et Crépy-en-Valois qui se sont mis-es en grève pour appuyer les revendications dans le cadre des Négociations annuelles obligatoires (NAO).



En grève pour les salaires chez FM Logistic à Crépy-en-Valois (photo postée sur la page Facebook de la CGT Valois)

« Nous avons obtenu une augmentation de 3 % des salaires mais vu le contexte, c'est insuffisant », indique la CGT qui réclame une augmentation de 2 % rétroactive au 1^{er} avril, 8 % d'augmentation au 1^{er} août, une prime exceptionnelle au pouvoir d'achat de 600 euros et une prime de transport. « Avec mon salaire actuel, je ne sais pas comment je pourrai payer mes factures d'électricité. On fait des heures supplémentaires, on est volontaire pour revenir le samedi quand c'est possible. On aimerait bien un coup de pouce pour le quotidien. Ils nous proposent des miettes ». ■

Pour les salaires, les pensions, les bourses d'études, les minima sociaux : en grève le 29 septembre !

Les mesures gouvernementales annoncées sur le pouvoir d'achat sont en dessous de la situation de paupérisation de la population. La loi votée cet été se contente de poser quelques rustines et, à travers les exonérations de cotisations, ampute le salaire socialisé, fragilisant la protection sociale. Dans la fonction publique, la revalorisation de 3,5% de la valeur du point d'indice est en deçà de l'urgence à relever l'ensemble des rémunérations de 10% au moins tout de suite pour préserver les conditions de vie de tou-tes. De même pour les retraité-es, les 4% de revalorisation des pensions ne correspondent pas à l'inflation, la situation des retraité-es continue donc de se dégrader.

La crise énergétique pèse déjà fortement sur la population, particulièrement les plus précaires, tandis qu'aucune mesure réelle n'est prise pour une transition écologique juste. Le gouvernement se contente d'incitations à des économies d'énergies culpabilisantes, tandis que d'autres pays européens s'engagent dans la taxation des superprofits des entreprises du secteur énergétique et que d'autres mettent en place des passes ferroviaires gratuits !

Le gouvernement poursuit aussi une politique fiscale qui assèche les comptes de l'Etat au profit des grandes entreprises et au détriment des services publics (santé, éducation,) et du financement de la transition écologique. Par ailleurs, il prévoit une réforme de l'assurance chômage qui va à l'encontre du droit des travailleur-euses de la possibilité d'avoir des indemnités du chômage justes, une réforme du RSA qui le conditionnerait à une obligation de travailler de 15 à 20h hebdomadaires, et continue d'envisager une réforme des retraites qui exigerait de travailler davantage et pourrait conduire à amputer encore davantage le montant des pensions.

En ce qui concerne les jeunes et leurs familles, les aides (bourses, ARS) ne sont pas suffisantes pour compenser l'inflation. Une revalorisation significative des bourses scolaires et de l'ARS est nécessaire pour pallier le prix de la rentrée (qui avec l'inflation a grimpé de 5 à 10 %). De plus, trop peu de familles bénéficient de cette aide en raison du plafond de ressources à ne pas dépasser.

C'est pourquoi la CGT, l'Union syndicale Solidaires, la FSU, l'UNEF, la VL, la FIDL et le MNL appellent dès à présent à une journée de grève interprofessionnelle le jeudi 29 septembre qui doit s'inscrire dans une mobilisation large et dans la durée.

Le 9 septembre 2022

Assurance chômage : le gouvernement et le patronat de mèche pour saccager les droits des chômeur-euse-s plutôt que de faire reculer le chômage

Le gouvernement veut encore durcir les conditions d'indemnisation des privé-e-s d'emploi visant à baisser encore leurs droits. Le seuil d'ouverture des droits à indemnisation, déjà passé de quatre à six mois, et ayant exclu 450 000 personnes de toute allocation, serait encore relevé. Les jeunes seront les principales victimes de cette mesure, alors qu'elles-ils mettent neuf ans en moyenne à atteindre leur premier CDI. E. MACRON reprend une proposition du Medef, rejetée par tous les syndicats : la modulation de la durée d'indemnisation en fonction du taux de chômage. En clair, une baisse officielle du seul taux de chômage total conduirait à réduire la durée des allocations, que l'on ait été licencié ou qu'on sorte de CDD à répétition.

Réduire la durée des allocations, c'est précipiter vers le chômage de longue durée toutes celles et ceux qui n'arrivent pas à retrouver du travail avant la fin de l'indemnisation et les pousser vers la précarité, l'endettement, la pauvreté.

Pourtant aucune étude ne montre des chômeur-euse-s content-e-s de rester. Pire, 64 % des inscrit-e-s à Pôle emploi ne sont pas indemnisé-e-s, notamment à cause de la précédente réforme.

Le patronat applaudit ce projet, autant pour les nouvelles économies faites sur le dos des privé-e-s d'emploi que pour bénéficier d'une main-d'œuvre encore plus malléable, plus flexible, plus précaire.

Pour la CGT, le droit à un revenu de remplacement en cas d'absence de travail ne peut devenir une aumône au gré des désirs du patronat.

AKLI, JEUNE CREILLOIS :
« MA PREMIÈRE FÊTE
DE L'HUMANITÉ »

État de la diffusion du
bonde soutien

6 (& 7, 21) L Q D	Au
2021	19/09	2022

Reportage :
KWWS RLVH

ÉNERGIE : « NOUS NE POURRONS PLUS PAYER »



Le 29 août, le maire (PCF) de Montataire Jean-Pierre BOSINO a lancé l'alerte dans son communiqué « la facture d'électricité de la ville de Montataire multipliée par 4 ! » Derrière les montants de telles factures, « *il y a nos services publics locaux au service du quotidien des habitants, qui ne pourront plus fonctionner* ». Recevant un écho national, preuve que la préoccupation est partagée, la Première ministre BORNE a réagi sur France Inter le 1^{er} septembre, mettant en cause l'appel de Jean-Pierre BOSINO aux collectivités à ne plus payer leur facture si rien n'est fait par le gouvernement pour sortir le gaz et l'électricité du marché. L'édile de Montataire insiste : « *je ne vous demande pas d'argent, mais de prendre la décision de nous sortir du marché.* » La droite locale, avec à la manœuvre le sénateur É. COURTIAL qui a en arrière-pensée les prochaines sénatoriales, a réagi à contretemps, en adressant à la Première ministre un courrier le 14 septembre signé par 200 maires, demandant notamment une hausse de la Dotation globale de fonctionnement (DGF), ainsi que l'accès aux tarifs réglementés des prix de l'énergie — alors que la droite a œuvré à la création du marché de l'électricité avec la loi NOME votée en 2010 —, tout comme le patron du Medef qui va jusqu'à demander un plafonnement du prix de l'électricité pour les entreprises !

Communiqué de Jean-Pierre BOSINO :
<http://oise.pcf.fr/122169>

- Nous encourageons les maires et élu-e-s locaux-ales à **signer en ligne l'appel porté par le Cidefe « Monsieur le Président de la République, nous ne pouvons plus payer »**, comme l'ont déjà fait Jean-Pierre Bosino (Montataire), Serge MACUDZINSKI (Saint-Maximin), Didier ROSIER (Rousseloy) et Gérard WEYN (Villers-Saint-Paul).

Appel de maires et d'élu-e-s locaux-ales :
<http://oise.pcf.fr/122329>

- Nous vous invitons à **signer** et à **faire signer largement la pétition « Non à l'explosion des tarifs du gaz et de l'électricité »** jointe à ce numéro de *Oise Avenir* et à nous la retourner.

LE COÛT DE LA VIE

Remplir le réservoir de son véhicule ou son chariot en faisant ses courses, chacune a l'impression qu'« on en a moins tout en payant plus » et appréhende que ce ne soit qu'un début. Les saupoudrages du gouvernement n'enrayent pas les difficultés ni pour les collectivités, ni pour nos concitoyen-ne-s, ni pour les entreprises. La Première ministre a d'ailleurs annoncé une augmentation pour l'ensemble de la population des prix du gaz et de l'électricité en 2023. Les taxes foncières sont arrivées. En plus de la hausse appliquée cette année par l'État — la plus forte depuis 1989 —, calculée en fonction de l'inflation, plusieurs communes et intercommunalités ont voté la hausse du taux communal et/ou intercommunal de la taxe sur le foncier bâti — comme le Pays noyonnais avec un passage de 3 % à 6,5 % des bases locatives. La Taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM) n'est pas en reste, avec souvent de fortes hausses votées, mises en place d'un coup et non pas lissées dans le temps. Ainsi cette année une hausse de 15 % pour le Pays noyonnais ou celle record de 44,3 % pour la Taxe sur le foncier bâti de l'Agglomération du Beauvaisis, contre laquelle seul-e-s les élu-e-s communaux du groupe Beauvais osons l'avenir se sont positionné-e-s (voir *Oise Avenir* n° 1372). Ces augmentations sont d'autant plus mal ressenties dans la période actuelle — et ce alors que les cadeaux des intercommunalités aux entreprises sont loin de se tarir. Notons aussi que la taxe Gemapi « inondation » est une possible source prochaine de hausse.

Beauvais : un intéri-maire ?!

Contrainte par la règle instituée de ne pas cumuler une fonction de ministre et un mandat de maire, Caroline CAYEUX (ex-LR devenue macroniste) désormais ministre des Collectivités territoriales, a dû passer la main à son Premier adjoint, Franck PIA (UDI), par ailleurs Vice-Président du Conseil départemental, après 21 ans à la tête de la commune de Beauvais. Un passage de flambeau plus compliqué que prévu : Charles LOCQUET, lui aussi conseiller départemental, mais resté LR, avait annoncé sa candidature avant de la retirer (pour mieux se préparer pour 2026 ?), Sandra PLOMION, deuxième adjointe, a claqué la porte avant d'être rattrapée *in extremis*, Mamadou BATHILY, élu de la liste CAYEUX a annoncé avec virulence qu'il quittait la majorité et il a manqué cinq voix à F. PIA pour faire le plein des voix de la droite. Le nouveau Premier adjoint, l'expert-comptable Lionel CHISS, ex-PS breslois passé chez MACRON, semble là pour imposer sans état d'âme l'austérité budgétaire dans laquelle F. PIA indique qu'il faudra se couler... tout en relevant de 1 500 euros ses indemnités mensuelles de maire ! Enfin C. CAYEUX reste toujours Présidente de la Communauté d'Agglomération du Beauvaisis, comme pour mieux signifier que le nouveau maire sera sous surveillance, une sorte d'intéri-maire en l'attente des échéances de 2026 où ce seront les citoyen-ne-s qui décideront de l'après-CAYEUX. Mais pour l'heure, ce qui apparaît nettement, ce sont les fractures de la majorité élue en 2020, et le défi pour les forces de gauche et écologistes de construire une véritable alternative à la gestion de droite actuelle.

Sénatoriales 2023 : banquet et haut-le-cœur à droite

Le sénateur Édouard COURTIAL — « *président* [par intérim des LR de l'Oise, après le passage d'Éric WERTH chez les macronistes] et *sénateur fantôme* » selon son collègue sénateur ex-LR Olivier PACCAUD — a lancé son parti l'Oise au Cœur à l'occasion d'un banquet républicain à Agnetz, réunissant 450 personnes, principalement des élu-e-s locaux-ales, avec Nicolas SARKOZY comme hôte de marque. Débarqué par les instances nationales de LR en juin, le sénateur COURTIAL n'a pas invité Jérôme BASCHER, sénateur, Maxime MINOT, député, Nadège LEFEBVRE, présidente du Conseil départemental et Arnaud DUMONTIER, maire de Pont-Sainte-Maxence, qui assurent la direction collégiale des LR de l'Oise, ni O. PACCAUD. É. WERTH avait lui son assiette, ainsi que le député Victor HABERT-DASSAULT, dont l'oncle Olivier avait soutenu O. PACCAUD en 2017, ou encore la maire de Senlis Pascale LOISELEUR ou le conseiller départemental LR Éric de VALROGER, ce dernier souhaitant que ses « *trois amis en place soient réélus* ».

Les députés de l'Oise presque comme un seul homme macroniste

Les trois députés RN, les trois LR et le macroniste É. WERTH ont voté tous les sept pour le projet de loi sur le pouvoir d'achat. Les trois RN et le LR M. MINOT se sont abstenus sur le projet de loi de finance rectificative pour 2022, les autres votant pour.

PALESTINE : TÉMOIGNAGE AU RETOUR D'UNE DÉLÉGATION DE L'AJPF

L'ASSOCIATION DES JUMELAGES entre les camps de réfugiés palestiniens et les villes françaises (AJPF) a organisé du 26 juin au 1^{er} juillet dernier une délégation en Palestine composée d'élus·e-s, de personnalités de la société civile, médecins, pharmaciens·ne-s, musiciens·ne-s, artistes... Catherine DAILLY, conseillère départementale et maire-adjointe au Logement de Montataire partage avec nous cette première expérience sur le terrain pour elle.

Déléguee par le Comité de jumelage de Montataire, nous avons rencontré le comité de Dheisheh, ainsi qu'une association de femmes qui mènent des actions fortes en direction des victimes du cancer du sein.

Ces femmes très combattives et courageuses, ayant été elles-mêmes touchées par la maladie, nous ont fait part de leur combat quotidien, de la difficulté d'accès aux soins dans de bonnes conditions. Elles évoquent la nécessité absolue d'un soutien psychologique pour être accompagnées et nous sollicitent dans ce cadre.



Rencontre à Dheisheh entre Catherine DAILLY, Camille NAGET, conseillère de Paris, Patrick LE HYARIC, président de Forum pour un autre monde, le Comité et une association de femmes accompagnant les femmes victimes du cancer du sein.

Pour les femmes palestiniennes, c'est la double peine. Elles doivent parcourir de nombreux kilomètres en bus pour aller se soigner dans des hôpitaux différents selon le traitement et subissent des contrôles réguliers de la part de l'armée israélienne. Il est arrivé qu'elles soient sorties violemment du bus par l'armée pour contrôle intempestif d'identité alors qu'elles se rendaient à une chimiothérapie. Leurs témoignages nous ont profondément bouleversé·e-s.

La façon dont le peuple palestinien est traité, cette inhumanité prégnante



Moment de recueillement dans le camp de Dheisheh, devant la plaque rendant hommage à Fernand TUIL et l'olivier au pied duquel ont été déposées ses cendres en 2014.

que nous avons ressentie tout au long de notre séjour à travers les différentes rencontres dans les camps de réfugié·e-s, tout comme lors des conférences avec les organisations de la société civile palestinienne nous a profondément choqué·e-s. De nombreux·euses membres de notre délégation étaient là pour la première fois. C'est une chose d'en parler, mais être confronté·e à la réalité en est une toute autre.

Nous avons aussi échangé avec de nombreuses organisations, dont des organisations non gouvernementales, des membres du Parlement palestinien, des représentant·e-s de la société civile palestinienne, une organisation progressiste israélienne qui œuvre auprès des jeunes universitaires israélien·ne-s, afin qu'il y ait une prise de conscience pour la création des deux États.

Six d'entre elles ont été désignées comme organisations terroristes parce qu'elles font un travail remarquable sur la question des droits de l'Homme et dérangeant énormément l'État israélien.

Le but est de répandre un climat de peur et d'intimider les partenaires afin de rompre tout partenariat et d'isoler toujours plus le peuple palestinien.

Quand un peuple est privé de sa liberté de déplacement, parqué, assigné à résidence sur des territoires morcelés entre eux d'une densité maximale (14 000 habitant·e-s sur 1 km²), assiégé par l'armée, subissant des humiliations, des incur-sions quotidiennes dans les camps (lors de notre séjour des jeunes ont été tués par l'armée) totalement dépendant économiquement d'un État (eau, énergie,

assainissement, déchets, agriculture, industrie...).

Un tel régime qui n'a que faire de la condition humaine, qui n'a que pour ambition de rayer de la carte l'existence même d'un peuple allant jusqu'à le faire disparaître des manuels d'histoire ne peut être qualifié que d'apartheid.

Pourtant Israël est totalement dépendant de la main-d'œuvre palestinienne, tous métiers confondus, l'État subi une fuite de ses intellectuel·le-s. Si demain le peuple palestinien cesse de travailler c'est toute l'économie israélienne qui s'effondre.

Malgré cette situation très difficile, alors que de nombreuses raisons poussent à la révolte, le peuple palestinien reste digne, debout, toujours aussi combatif et pacifique, empli d'espoir, et ne se résigne pas.

Il attend beaucoup de nos actions, d'actes concrets et forts de la part de la France.

Il revendique le simple droit à l'existence comme chaque peuple, le droit à vivre libre et en paix. Que le droit international soit enfin respecté et appliqué.

Avec le renforcement de la gauche au Parlement français, le peuple palestinien met beaucoup d'espoir en la Nupes et nous a demandé d'intervenir auprès de nos parlementaires. ■

Catherine DAILLY

Reportage et proposition de résolution des parlementaires de gauche « condamnant l'institutionnalisation par Israël d'un régime d'apartheid à l'encontre du peuple palestinien » initiée par le député de Seine-Maritime

Jean-Paul LECOQ : <http://oise.pcf.fr/122359>

LE PCF OISE VOUS INVITE À VENIR DÉBATTRE LORS D'UNE



**CONFÉRENCE-DÉBAT
QUEL SENS DONNER AU
TRAVAIL ?**

Vendredi 14 OCTOBRE à 18H00
Maison creilloise des Associations (MCA) à CREIL
11 rue des Hironvales

Avec la participation de
Mme Frédérique DEBOUT, psychologue clinicienne,
M. Valère STARASELSKI, directeur de la plateforme
collaborative du groupe L'Humanité dédiée aux enjeux du
« Travail Au Futur » (TAF)
Un-e dirigeant-e national-e du PCF

PCF MOUY

Brocante - 1^{re} édition

DIMANCHE 25 SEPTEMBRE, MOUY -
7H00 - Cité du 19 mars 1962
Tarif : 2,50 € le mètre linéaire
Inscription : 06 37 80 92 58 - 06 82 02
76 95 - 06 01 54 02 72

PCF BEAUVAISIS

11 novembre : hommage à JAURÈS

VENDREDI 11 NOVEMBRE, BEAUVAIS -
Rue Jean-JAURÈS
15h00, église de Marissel - *Concert pour la Paix avec le violoncelliste Jacques BERNAERT qui interprètera notamment une œuvre du compositeur Christophe FOSSEMALE, en hommage à JAURÈS (pièce créée le 9 septembre dernier sur la Fête de l'Humanité)*
16h15, salle municipale voisine - *Conférence-débat sur Jean JAURÈS et l'actualité de ses idées et de ses combats, avec Charles SYLVESTRE, journaliste à l'Humanité, auteur d'un livre sur JAURÈS.*

AGENDA - AUTRES INITIATIVES

CARNAVAL DES POSSIBLES DE L'OISE

5^e édition de la Journée Carnaval

DIMANCHE 25 SEPTEMBRE, SAINT-LEU-D'ESSERENT - 10H-18H - Base de loisirs

ESPACE MARX 60

Conférence-débat

VENDREDI 7 OCTOBRE, BEAUVAIS -
18H30 - Salle du Pré-Martinet - Rue du Pré-Martinet - Accueil 18h00



Avec Patrick LE HYARIC, sur le thème de son dernier livre Les raisons de la guerre en Ukraine. Pour une sécurité humaine globale.

PCF OISE

Réunion-bilan de la Journée à la mer et de la Fête de l'Humanité

SAMEDI 8 OCTOBRE, CREIL - 17H00 - Siège du PCF Oise
Ouverte à celles et ceux qui ont contribué au succès de ces deux initiatives et/ou veulent s'impliquer sur la préparation des éditions 2023. La réunion sera conclue par un petit repas convivial où nous partagerons les petits trucs salés ou sucrés que chacun-e aura apportés.

VIE DES SECTIONS

MOBILISÉ-E-S POUR LA FÊTE DE L'HUMANITÉ À BEAUVAIS

Les camarades de la section du PCF Beauvais ont tenu plusieurs permanences à leur local à Beauvais pour proposer le bon de soutien et le trajet en car jusqu'à la Fête, et elles-ils étaient présent-e-s à la Fête à Carottes à Voisinlieu le dimanche précédant la Fête, alliant brocante et rendez-vous du bon de soutien !



BON RÉTABLISSEMENT, JEAN-JACQUES !



Notre ami Jean-Jacques PIK nous a transmis ce clin d'œil rassurant après son intervention chirurgicale, avec en main le précédent numéro de *Oise Avenir*, juste reçu.

DÉCÈS

Jean RELLOT. Ouvrier dès 15 ans chez Saint-Gobain à Rantigny, syndicaliste CGT, notre camarade fut durant six mandats, maire-adjoint en charge des travaux auprès du maire Michel BANCE. Martine PLEUCHOT a transmis toute notre sympathie à sa famille.

Claudine KHACHAB. Notre amie Claudine est morte à l'âge de 63 ans des suites d'une grave maladie contre laquelle elle a lutté pendant huit ans. Nous reproduisons ici des extraits de l'hommage rendu par Soad BABA-AISSA, membre de la direction nationale de Femmes Solidaires, le 12 septembre dernier au cimetière de Montataire.

Dans notre mouvement Femmes Solidaires, nous savons la chance que nous avons eu d'avoir Claudine à nos côtés. [...] Claudine, une énergie débordante, active, des idées foisonnantes, elle nous a toujours impressionnées par sa volonté, sa détermination. Une femme sincère dans ses engagements, aux côtés des femmes [...] Campagne contre la précarité et la pauvreté des femmes, actions pour les droits des femmes au niveau local (lutte contre les violences, défense et service public et plus particulièrement du maintien du service public de la santé), national et international (Éthiopie, Palestine, Kurdistan etc.). [...] Je me remémore son enthousiasme et sa joie d'avoir inscrit à l'initiative du Comité de Femmes Solidaires de Montataire pour le 110^e anniversaire de la laïcité, le 9 décembre 2015, la plantation d'un Gingko biloba pour incarner la laïcité dans le square Pierre-et-Léa-LÉGER. [...] Cet arbre symbole de résistance et de persévérance, c'est Claudine KHACHAB née BOUBENNEC. C'était toute sa force, son courage, sa beauté. [...] Tu adorais la calligraphie, le dessin, comme Frida KAHLO, tu dessinais des fleurs afin qu'elles ne meurent pas. Nous adressons toute notre amitié et notre sympathie dans ce moment douloureux à Lulu BOUBENNEC, sa maman, et à toute sa famille et les proches. ■